

# VILLA BELLEVUE

6 boulevard Jean Jaurès

74500 EVIAN



**MAITRE D'OUVRAGE**

FONTANEL PROMOTION

**Lot n°00**

## PRESCRIPTIONS COMMUNES

### CCTP

Dossier	23195
Date	28/04/2023
Phase	DCE
Indice	0



**MAITRE D'OEUVRE :**

LI2C  
12 Avenue des Genéviers  
74200 Thonon les Bains

**ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :**

LI2C  
12 Avenue des Genéviers  
74200 Thonon les Bains

Code	Désignation
1.1	<p><b><u>NOMENCLATURE DES LOTS</u></b></p> <p>LOT n°00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES</p> <p>LOT N°01 : TERRASSEMENT - VRD- ESPACES VERTS</p> <p>LOT N°02 : RENFORTS DE STRUCTURE - SCIAGES - MACONNERIE - DEMOLITION</p> <p>LOT N°03 : ETANCHEITE</p> <p>LOT N°04 : CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS</p> <p>LOT N°05 : PEINTURE INTERIEURE</p> <p>LOT N°06 : MENUISERIES INTERIEURES</p> <p>LOT N°07 : PARQUETS</p> <p>LOT N°08 : CHAPES CARRELAGES - REVETEMENTS MURAUX</p> <p>LOT N°09 : MENUISERIES EXTERIEURES</p> <p>LOT N°10 : FACADES - PEINTURES EXTERIEURES</p> <p>LOT N°11 : SERRURERIE</p> <p>LOT N°12 : ELECTRICITE COURANTS FORTS- FAIBLES - CHAUFFAGE</p> <p>LOT N°13 : PLOMBERIE - SANITAIRES - VENTILATION</p> <p>La présente consultation concerne la reprise de désordres d'un bâtiment ancien rénové.</p> <p>Le présent lot remettra avec son offre les remarques aux plans annexés.</p> <p>Attention s'agissant d'un chantier de réhabilitation sur un bâtiment ancien, les cotes données sur les documents le sont à titre indicatif. Il appartient à chaque entreprise de vérifier toutes les dimensions sur place avant et au fur et à mesure de l'avancement des travaux. L'entreprise est responsable des cotes relevées in situ. Toute modification devra être signalée en réunion de chantier et tout au moins au maître d'œuvre responsable du contrôle général.</p> <p>Visite sur place Les travaux ayant pour objet la modification et le réaménagement de bâtiments existants, chaque entrepreneur devra obligatoirement pendant le délai d'étude, se rendre sur place et s'être parfaitement renseigné avant la remise des prix :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de la disposition des lieux,</li><li>- de l'état du bâtiment et des installations à modifier,</li><li>- des règlements de voirie et de police locaux,</li><li>- des possibilités en fluides (eau, gaz, électricité). Demander la neutralisation de ces réseaux si nécessaire pour exécuter ses travaux et faire toutes démarches dans ce but.</li></ul> <p>Il prendra donc les lieux dans l'état où ils se trouveront au moment de la consultation et devra avoir fait toutes prévisions en conséquence. Il ne pourra par la suite, avoir droit à quelque réclamation que ce soit, le prix proposé étant forfaitaire.</p>
1.2	<p><b><u>I - Présentation du projet</u></b></p> <p><b>VILLA BELLEVUE</b> 6 Boulevard Jean Jaurès 74500 EVIAN</p> <p>Reprises de désordres suite réhabilitation d'une bâtisse de R-1 à R+2</p> <p>Les principaux désordres sont : (cf Expertise Dommages Ouvrage Rapport Intermédiaire N°05 en date du 01 février 2023)</p> <p>Les trois appartements faisant l'objet de la déclaration Dommages Ouvrage sont :</p> <p>L'appartement T3d-04 ; Les deux appartements T4d-05 &amp; T3d-06. Ces appartements comportent un niveau en rez-de-chaussée et un niveau -1. Les aménagements en souplex ont été réalisés au droit d'anciennes caves et une partie extension est située au Nord sous une toiture terrasse étanchée créée dans le cadre des travaux.</p>

Code	Désignation
	<p><b>Principales causes des dommages :</b> Les causes de l'humidité sont à rechercher dans différents points de condensation anormales et infiltrations d'eau : - Phénomène de condensation derrière l'ensemble des cloisons de doublage qui empêche la libre respiration des murs en maçonnerie de pierres et diverses. - Infiltrations par l'ensemble des tablettes menuisées en prolongement de l'appui des menuiseries. - Défaut de ventilation du logement, les barrettes hautes étant situées contre le plafond et laissant juste une lame de ventilation d'ordre millimétrique. - Infiltrations d'eau et migration d'humidité par les parties enterrées du fait de très graves défauts dans la réalisation de l'étanchéité des murs enterrés et de leur fermeture en tête ; - Absence de drain sur les murs périphériques : il existe simplement un drain sous dallage relié et qui fonctionne. Le seul drain des murs périphériques est celui de l'ancienne façade Nord. Il n'y a pas de drain en périphérie de l'extension. - L'étanchéité du mur enterré est plus haute que le niveau du dallage intérieur. - Défaut dans la réalisation des relevés d'étanchéité de la terrasse de l'extension côté Nord. Les relevés ont été réalisés sur un mur non dressé et non plan et ne comportent aucune fermeture de protection en tête sur toute la périphérie de la terrasse. - Infiltrations par la maçonnerie à la liaison entre les murs de l'extension et les murs de la façade Nord existante.</p> <p><b>Principes de réparations :</b></p> <p><b>Dans les 3 logements :</b> - Déshabillage complet des trois logements, sols, murs et plafonds. Mise à nu des murs existants ; - Reprise des doublages par un système ventilé ; - Réalisation d'entrées d'air par carottage à travers les murs ; - Réfection de l'ensemble des embellissements (sols, murs et plafonds). - Forfait retouches peinture étage après travaux.</p> <p><b>A l'extérieur :</b> - Reprise de l'étanchéité des murs enterrés ; - Création d'un drainage périphérique façade Est angle Nord-ouest, façade Sud et de l'entrée. - Reprise des relevés d'étanchéité de la terrasse côté Nord ; - Mise en place de couvertines sur les murs ; - Injection et mise en place de couvre-joint aux liaisons de maçonnerie avec l'existant ; - Reprise des tablettes menuisées, ensemble des tablettes y compris reprise des couvertines à la liaison avec le bâtiment au Nord.</p> <p>Lien pour carte sur Internet : <a href="https://goo.gl/maps/vzTPAVXud4pBq8o18">https://goo.gl/maps/vzTPAVXud4pBq8o18</a></p>
1.3	<p><b><u>II - PIECES CONTRACTUELLES</u></b></p> <p>Conformité aux documents officiels Les travaux à la charge des l'ensemble des lots comprennent la réalisation des ouvrages décrits dans chacun des lots, conformément aux Code de la construction et de l'habitation, Code de l'urbanisme, normes françaises et européennes en vigueur, y compris NF DTU, règlement des produits de construction (marquage CE), règles professionnelles et textes en vigueur, aux avis techniques relatifs aux matériaux à mettre en œuvre et aux règles de l'art. Il est explicitement précisé que la responsabilité de l'entrepreneur relative à la réalisation de ces ouvrages inclut l'obtention des performances nécessaires à leur usage normal. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) Le CCTP propre à chaque lot est rédigé conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur. L'entreprise titulaire est tenue de se conformer aux dispositions que contiennent ces textes, y compris les schémas et croquis qui y figurent. Les plans Avant toute exécution, l'entreprise titulaire doit vérifier toutes les cotes des documents graphiques qui leur auront été remis. Elles signaleront, en temps utile, au Maître d'Œuvre, les erreurs ou omissions qui leur sont apparues ainsi que les dispositions qui ne leur paraîtraient pas en rapport avec les règles de l'art. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. Faute de se conformer aux prescriptions ci-dessus définies, l'entreprise titulaire des marchés sera tenue pour responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences qui en résulteraient.</p>
1.4	<p><b><u>III - SPECIFICATIONS TECHNIQUES</u></b></p> <p>Matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication courante Indépendamment de leur conformité au regard des prescriptions des Documents Techniques Unifiés et normes susvisés, les matériaux, matériels, appareils et articles qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux, seront toujours neufs et de la meilleure qualité dans le type indiqué. Ils seront mis en œuvre selon les plus strictes règles de l'art. Dans le cas où des spécifications de qualités seraient indiquées dans le CCTP et le descriptif de chaque lot ci-après, il ne sera pas admis des qualités inférieures à celles prescrites. Les entreprises devront se conformer aux prescriptions du CCP (Cahier des Clauses Particulières). Les entreprises devront se conformer aux prescriptions du CCTP et le descriptif de chaque lot ci-après, il ne sera pas admis des qualités inférieures à celles prescrites. Matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale et systèmes ou procédés non habituels Sauf indication contraire dans le CCTP, les matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale, dont la marque ou la provenance est spécifiée dans ce document, devront être prévus par chaque entreprise tels qu'ils sont demandés. Toutefois, lors de la remise de leur offre, les entreprises pourront proposer des matériaux, matériels, appareils ou articles similaires et au moins de qualité (techniques, fonctionnelles, performantielles et esthétiques,...) égale à ceux demandés. Cette proposition devra être validée par la MOE pour être contractuelle.</p>

Code	Désignation
	<p>Dans tous les cas, les matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale ou systèmes ou procédés non habituels devront avoir fait l'objet d'un avis technique formulé par un organisme agréé (CSTB ou autre organisme agréé)</p> <p><b>Prototypes</b> De plus, pour certains lots, le Maître d'Œuvre peut exiger la présentation des prototypes pour certains ouvrages nécessitant une mise au point particulière, tant sur le plan technique que sur le plan esthétique. La fourniture de prototypes faisant partie des prestations dues par les entreprises dans le cadre de leurs marchés ne peut donner lieu à aucune demande de supplément.</p>
1.5	<p><b><u>IV - DEMARCHE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE</u></b></p> <p><b>Ventilation</b> L'entreprise prendra le plus grand soin à assurer l'étanchéité à l'air de ses réseaux aérauliques. Le taux de fuite des circuits devra être inférieur à 5%. Lorsque la mise en place de clapets coupe feu et autres appareils de réglages ou de sécurité sera nécessaire, l'entreprise vérifiera que les positionnements permettent un accès aisé pour la maintenance. Elle se coordonnera avec les autres lots pour s'assurer de l'accessibilité aux organes techniques. <b>Caractéristiques environnementales et sanitaires</b> Tous les produits et procédés de construction feront l'objet d'une validation de la part du Maître d'Œuvre avant pose sur la base des données suivantes à fournir selon cas : - fiche technique - fiche de déclaration environnementale et sanitaire - certificat ACERMI - label ou justificatif - fiche de données de sécurité Un tableau sera fourni à chaque entreprise en phase « préparation » et indiquera les matériaux devant faire l'objet d'une validation au regard des exigences et performances environnementales et sanitaires. Tout produit ou matériau mis en place ou utilisé sans accord préalable du Maître d'œuvre et non-conforme aux exigences décrites sera remplacé aux frais et à la charge de l'entreprise défaillante. <b>Origine des bois :</b> La provenance des bois sera justifiée par la production d'un label garantissant que les bois proviennent d'exploitations durablement gérées (Label FSC ou PEFC). En aucun cas les bois ne seront d'essences menacés. Sont considérés comme menacés : - les essences de bois en annexe I, II et III de la CITES - les essences de bois sur la liste rouge de l'UICN dans la catégorie (CR) en danger critique d'extension, (EN) en danger. Les essences considérés comme (VU) vulnérable sont déconseillées. Si elles sont inévitables d'utilisation, les essences (VU) devront être obligatoirement issues d'une forêt certifiée FSC. - Les poutres lamellées collées devront répondre au marquage E1 (faible émissivité en formaldéhyde) ou aux classes d'émission les moins contaminantes - Les panneaux à base de bois seront exigés avec colle sans formaldéhyde et sans COV. - Les panneaux de contreplaqué de classe A selon la Norme NF EN 804 - Les panneaux de particules de classe 1 selon la NF EN 312 - Les panneaux de fibres de classe A selon la NF EN 622-1. <b>Produits de traitements du bois :</b> - Préférer des essences naturellement durables pour la classe de risque qui, par la conception même du bâtiment, ne nécessitent pas de produits de traitement du bois, et auront ainsi une bonne recyclabilité,- Dans la mesure où un traitement est effectivement nécessaire, les produits certifiés CTB-P+ seront exigés. - Les traitements du bois à base de créosote ou de Penta-Chloro-Phénol (PCP) sont proscrits. Le traitement CCA est interdit. - L'ensemble des produits de traitement et de finition intérieure contiendront moins de 2,5% de produits dangereux (justification par fiche de données de sécurité). - Préférer l'utilisation de colles sans solvants en dispersion aqueuse. Le système EMICODE (Allemand) pourra être utilisé en utilisant des colles de classification EC1 (très faible émission de COV). <b>Produits isolants:</b> Les panneaux de fibres minérales mis en œuvre devront justifier des tests de non-cancérogénité (taille et biosolubilité des fibres) prévus par la directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 (transposée en droit français le 28/08/98). Pas de produits classés Xn au sens de la directive européenne 97/69/CE. Les fibres minérales utilisées comme isolant seront classifiées EUCEB, comme non cancérogènes. Les mousses isolantes utilisées seront à OPD nul (sans effet sur la couche d'ozone). <b>Produits à base de plâtre:</b> Le plâtre utilisé ne sera pas produit à partir de phosphogypses susceptibles de contenir des éléments radioactifs. <b>Produits à base de PVC:</b> Les produits à base de PVC devront répondre aux exigences suivantes : Ils seront exempts de Cadmium. Éviter les stabilisants à base de plomb et de cadmium. Les produits de substitution possibles sont les composés à base de calcium-zinc. Éviter les plastifiants DEHP ou DOP, préférer des produits à base de DIDP ou DINP</p>
1.6	<p><b><u>V - PIECES A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES</u></b></p> <p><b>Documents et Plans d'Atelier et de Chantier</b> Les entreprises titulaires des marchés doivent établir suffisamment à temps pour ne pas retarder la marche normale des travaux, un ensemble complet de plans de fabrication et de façonnage complétant les plans du Maître d'Œuvre, avec tous les détails (éventuellement à grande échelle) et les coupes nécessaires à leur compréhension. Elles doivent constituer un dossier rassemblant tous les documents : notes de calculs, certificats d'essais, avis techniques, justificatifs, agrément, documentations, etc... concernant les systèmes utilisés et les fournitures proposées, qu'elles doivent soumettre à l'accord du Maître Œuvre, et éventuellement des bureaux d'études techniques (BET) et du Bureau de Contrôle. La procédure et les délais de présentation respectent les dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales. Éventuellement, et sans qu'il puisse en résulter une augmentation du montant du marché, les entreprises titulaires seront tenues d'apporter à</p>

Code	Désignation
1.7	<p>ces documents les modifications que le Maître d'œuvre jugera utiles pour respecter les règlements et normes en vigueur ou simplement les règles de l'art.</p> <p>Fiches produits</p> <p>Avant démarrage des travaux et pendant la phase de préparation de chantier, l'ensemble des lots doivent la diffusion des fiches produits des matériaux à mettre en œuvre avant exécution pour avis du bureau de contrôle et du SPS afin d'éviter tous avis négatif en cours de chantier ou fin de chantier, dans le cas contraire les entreprises en supporteront les conséquences.</p> <p>Echantillons</p> <p>Les échantillons des matériaux, matériels ou articles proposés par les entreprises titulaires sont obligatoirement déposés au bureau de chantier.</p> <p>L'entreprise titulaire établit durant la période de préparation, en accord avec le Maître d'Œuvre la liste de tous les échantillons à présenter.</p> <p>Une séance de travail réservée au choix ou à l'acceptation des échantillons, a lieu dans les 30 jours suivant la fin de la période de préparation du chantier.</p> <p>Tous les échantillons choisis et acceptés sont répertoriés et restent, jusqu'à la fin du chantier, dans le bureau de chantier, dans une pièce fermant à clé Ces échantillons restent la propriété des entreprises concernées qui les évacuent en même temps qu'il est procédé au démontage du bureau de chantier.</p> <p>Tous les matériaux, matériels et articles commandés avant l'acceptation des échantillons peuvent être refusés par le Maître d'Œuvre.</p> <p>Pendant la durée des travaux, le Maître d'Œuvre peut être amené à demander des compléments d'échantillons ou à en substituer certains à ceux présentés pour parfaire la réalisation du projet, sans que les entreprises puissent contester ces décisions pour autant qu'elles ne soient pas postérieures à leurs commandes aux fournisseurs.</p> <p>Pour éviter les litiges les entreprises titulaires des marchés devront systématiquement envoyer pour information au Maître d'œuvre, une copie de leurs bons de commande à leurs fournisseurs.</p> <p>Faute de s'acquitter de cette formalité, les entreprises subiront les conséquences des modifications de prestations qui pourraient intervenir ultérieurement.</p> <p><b><u>VI - CHANTIER</u></b></p> <p>Covid-19</p> <p>L'attention des entreprises est attirée les mesures urgentes et spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du BTP appelés à travailler sur les chantiers.</p> <p>En cette période d'épidémie du coronavirus, les entreprises doivent respecter strictement les préconisations du "guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction...".</p> <p>Les entreprises doivent intégrer tous les surcoûts engendrés par l'augmentation du compte prorata, qui prend en charge les dispositifs complémentaires de protection.</p> <p>Chaque entreprise doit désigner un référent COVID-19.</p> <p>Travaux à proximité des réseaux</p> <p>En application des Décrets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution</li> <li>. Décret n° 2012-970 du 20 août 2012 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution, le Maître d'Ouvrage a procédé aux déclarations de Travaux auprès des différents exploitants de réseaux présents à proximité du terrain objet de l'opération.</li> </ul> <p>À partir du 1er janvier 2018, la réglementation impose à l'intervenant de délivrer une autorisation d'intervention à proximité des réseaux. Cette autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue à l'Article R. 554-31 du code de l'environnement est obligatoire pour au moins une personne, assurant pour le compte du responsable de projet la conduite ou la surveillance de travaux entrant dans le champ de l'Arrêté du 15 février 2012.</p> <p>Le maître d'ouvrage s'assure que le maître d'œuvre dispose des compétences nécessaires pour assurer les tâches qui lui sont confiées et en particulier qu'au moins une personne assurant la conduite ou la surveillance de travaux dispose d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).</p> <p>Pour l'ensemble des entreprises:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nettoyage de chantier / Tri des déchets :</li> </ul> <p>Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier, autant intérieurement, qu'extérieurement pendant toute la durée des travaux.</p> <p>Il est absolument interdit de brûler et d'enfouir les déchets de quelque nature que ce soit sur le site ou à proximité du site.</p> <p>Chaque entreprise se charge de l'évacuation de ses propres déchets et de leurs tris jusqu'aux bennes ou aires de stockage prévues sur le plan d'installation de chantier, mises en place à cet effet par le lot Déconstruction - Maçonnerie au titre du compte prorata, et ce autant qu'il sera nécessaire pendant la durée totale du chantier.</p> <p>En cas de non respect de ces règles, le maître d'œuvre, sur simple constatation et notification sur le compte-rendu, fera exécuter ces nettoyages par l'entreprise de son choix. La facture correspondante à ces travaux sera rémunérée par le compte prorata et imputé aux entreprises responsables sur désignation quantitative du maître d'œuvre.</p> <p>Moyens et dispositions relatives aux prestations</p> <p>Chaque entreprise doit prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ses propres moyens d'interventions sur le site, notamment de levage, échafaudages, nacelles et tous autres moyens d'accès pour la réalisation de l'ensemble des prestations de son marché.</li> <li>- La fourniture et la mise en place de toutes protections et dispositions permettant d'approvisionner le chantier, la dépose des ouvrages, la descente et l'évacuation de ses gravats,</li> <li>- Le repliement de ses installations et la remise en état des emprises impactées sur ordre du maître d'œuvre et suivant constats d'huissier.</li> </ul> <p>Réception des supports</p> <p>Avant toute commande et/ou début des travaux, chaque entreprise doit vérifier l'aspect et les cotes des supports réalisés suivant qualité de finition stipulée dans le CCTP. Chaque lot est censé avoir pris connaissance du degré de finition en se reportant au CCTP du lot concerné et mettra tout en œuvre, même si non décrit, pour atteindre l'objectif qui lui est fixé dans son propre CCTP.</p> <p>Il doit les accepter ou les refuser avec l'accord du maître d'œuvre.</p> <p>Protection des ouvrages</p> <p>L'entreprise doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la protection de ses matériaux et de ses ouvrages contre le risque de vol, de détournement et de dégradations de toute origine (vandalisme, conditions météorologiques, ...) et ce jusqu'à la réception des travaux.</p> <p>De plus, pendant l'exécution de ses travaux, l'entreprise doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres entreprises. Elle reste responsable des conséquences résultantes aux manquements à ses obligations.</li> </ul>

Code	Désignation
	<p>- Prendre toutes les précautions nécessaires vis à vis des ouvrages existants et autres tels que mobilier, équipement, etc...</p> <p>Montant forfaitaire</p> <p>Le forfait comprendra les travaux préparatoires, la fourniture des matériaux, les frais de transport et de manutention du matériel de chantier, le déchargement, la mise en œuvre des matériaux, le calage, les moyens de levage, les pertes et déchets éventuels, le nettoyage pendant et après l'exécution des travaux, l'enlèvement des déchets ou gravois, les échafaudages, les protections, la sécurité et protection de la santé suivant les indications du P.G.C. ainsi que tous les frais visés au C.C.A.P.</p> <p>Dossier de plans</p> <p>Les entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et s'assureront de la concordance entre les différents plans d'ensemble ou de détail et le CCTP.</p> <p>Ils signaleront en temps utile toutes les erreurs ou omissions au maître d'œuvre qui opérera, s'il y a lieu, la correction. Pour l'exécution des ouvrages, aucune cote ne devra être prise à l'échelle métrique sur les dessins.</p> <p>Santé, sécurité et interventions ultérieures</p> <p>L'entreprise du présent lot devra participer aux réunions de mise au point du dossier d'interventions ultérieures (DIUO) et des fiches d'interventions.</p> <p>Ces fiches seront émises par le coordinateur SPS, renseignées au fur et à mesure de l'élaboration du projet et complétées avec l'entreprise pendant les travaux.</p> <p>Réglages - Essais de fonctionnement</p> <p>Les entreprises adjudicatrices doivent prévoir dans le cadre de leur marché la réalisation de l'ensemble des essais fonctionnement et des réglages des matériels installés, notamment les réglages permettant d'optimiser les dépenses énergétiques, et leur optimisation dans le mois qui suit la réception (par exemple : durée des minuteries de luminaire, déclenchement éclairage extérieur, groom des portes, ...).</p> <p>Compris fourniture des PV et attestations d'essai de fonctionnement de l'ACQ.</p>

**RECAPITULATIF**  
**Lot n°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES**

Fait à \_\_\_\_\_

le \_\_\_\_\_

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Signature et cachet de l'Entrepreneur